Zeitschrift: Actio humana : l'aventure humaine
Herausgeber: La Croix-Rouge Suisse
Band: 98 (1989)
Heft: 3

Artikel: De l'exclusion au dialogue : pour une société de communication
Autor: Longchamp, Albert
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-682386

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 20.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

ESSAI

Albert Longchamp a 48 ans, il est né à Echallens. Entré dans la Compagnie de Jésus en 1962, il a étudié les lettres, la philosophie, la théologie et la sociologie à Paris, Munich et Lyon. Il est aujourd'hui rédacteur en chef et directeur de l'hebdomadaire romand «L'Echo illustré», conseiller à la direction de l'hebdomadaire français «Témoignage chrétien», membre de la commission nationale «Justice et paix». Albert Longchamp est aussi un voyageur: ses multiples activités l'ont récemment conduit en Pologne, en Amérique du Nord et du Sud, en Chine et au Vietnam.

DE L'EXCLUSION AU DIALOGUE:

POUR UNE SOCIETE DE COMMUNICATION

Le sociologue allemand Max Weber (1864–1920) parlait du monopole de la *violence légitimée* pour caractériser l'Etat moderne. Son propos pourrait s'appliquer au fonctionnement de la société contemporaine dans son ensemble. Non que la violence légitimée s'y exerce nécessairement par le recours à la contrainte physique, au système policier ou à la répression militaire. Mais les acteurs sociaux sont soumis à des comportements *collectifs* déterminés par des *valeurs* qui entendent proclamer la justesse, la vérité, la légitimé des aspirations individuelles.

Nous exaltons la *«société de communication»* actuelle sans nous rendre compte qu'elle transmet une opinion standardisée, des modes de vie homogènes, un consensus de masse qui devient la *norme* en tous domaines: intellectuel, artistique, politique, moral. Il est frappant d'observer sur les marchés les plus traditionnels des villes ou même des petits villages africains, sud-américains, asiatiques, la prolifération des cassettes musicales nord-américaines, des transistors japonais ou des montres «suisses». La communication s'est fait nivellement. *Etre différent est indécent.* La recherche de l'identité devient l'angoissante conformité à l'opinion des autres, laquelle se réfère aux maximes, aux slogans, aux incitations publicitaires, aux stéréotypes véhiculés par les grands manipulateurs de la persuasion: pouvoirs politiques, médias, multinationales économiques. Le soleil, comme jadis sur les terres de Charles-Quint, ne se couche plus sur l'empire de Coca-Cola.

Si nous ne sommes pas absolument sous le règne de la violence légitimée, nous sommes sous le pouvoir de l'indifférenciation concertée, qui tient lieu de mobilisation des esprits et se substitue aux idéologies disqualifiées par la barbarie des années de guerre. Qu'on observe seulement nos discours politiques. Leur impact ne dépend pas de la rigueur de leur construction ou de la richesse de leur argumentation mais plutôt de leur extrême schématisation. Aujourd'hui, la simplification est le prix à payer pour l'efficacité des idées. Une victoire électorale se gagne, en quelques secondes, par une «petite phrase», devant les caméras de la télévision.

A l'inverse, la complexité des mécanismes économiques et culturels, la lourdeur des négociations internationales ou enfin l'affirmation des intérêts particuliers, notamment des minorités, tombent dans le scepticisme général ou l'indifférence. Pour réveiller les consciences, les damnés de la terre n'ont guère d'autre moyen que la protestation, la guérilla ou le «terrorisme».

A un certain degré de société homogénéisée, le droit à la différence ne peut s'exprimer que par une action déstabilisatrice ou par le repli sur le folklore ou un traditionalisme exacerbé. On en prendra pour exemples actuels, d'un côté le réveil brutal des nationalités en Union Soviétique, de l'autre côté le regain de faveur des fêtes populaires, le goût de la

restauration du patrimoine, la ferveur des commémorations historiques: voir le Bicentenaire de la Révolution française.

LA DIFFERENCE DANS TOUS SES EXCES

Tout se passe donc comme si la société de communication libérait des antagonismes nouveaux plutôt qu'une solidarité pacificatrice, ou suscitait une normalisation sociale plutôt qu'un pluralisme dynamique.

Cette situation paradoxale tient à l'ambiguïté des «différences». La différence, entre sexes, races, classes, opinions, religions, occupe en efffet un statut très subtil dans les comportements sociaux. Le droit à la différence implique le droit à la culture des usages locaux, des langues régionales, à la détermination de modes de vie qui échappent aux normes, aux modes et aux vogues, à l'autonomie administrative, à la libre disposition de son corps, bref au droit de dire un «non» libre et décidé à toute forme d'embrigadement ou de soumission. Il est heureux que ce droit se place à l'extrême opposé des totalitarismes et des propagandes. Mais il est opportun de signaler ses propres excès, le plus «pur» d'entre eux étant l'individualisme, soit l'épanouissment personnel revendiqué pour *seule norme* légitime. *«Autre chose,* observe Pierre-Jean Labarrière dans la revue «Etudes» (novembre 1979), *de rechercher activement les conditions optimales, à dimension d'homme, de relations harmonieuses, autre chose de vouloir cultiver son jardin sans tenir compte du temps qu'il fait sur celui du voisin».* Depuis 1960, chaque fois que le Tiers Monde s'est enrichi d'un dollar, les pays industrialisés se sont enrichis de 268 dollars. Chez ces derniers, le taux d'espérance de vie se situe à 74 ans; il tombe à 55 ans dans les pays en voie de développement. Il serait pour le moins indécent de cultiver une différence qui découle directement de notre individualisme. Le respect des personnes s'impose, à côté du droit à la différence, le devoir de la solidarité. L'indécence devient injustice, et moralement injustifiable, lorsqu'elle s'abaisse jusqu'aux aberrations du racisme, du sexisme et de toutes autres formes de ségrégation socio-économique et culturelle. L'exaltation de la différence peut donc conduire à la négation d'une *relation* avec autrui, à la destruction du tissu social. Elle se rapproche intimement de l'excès contraire, à savoir la suppression des différences par l'exaltation de l'égalité, du conformisme, qui peut conduire à la massification de l'opinion, aux collectivismes, au seul critère de la *quantité* comme juge des valeurs morales.

COMMUNIQUER, C'EST PRENDRE LE POUVOIR

On voit dès lors se dessiner le rôle de la *communication* dans une société qui se tiendrait à équidistance de l'individualisme rigide et du «colonialisme» culturel, politique et économique (les trois aspects sont en pratique toujours liés).

La communication doit être à la relation sociale ce que la redistribution des biens et services est au développement économique. La communication redistribue le *savoir,* elle exerce une fonction régulatrice entre les agents sociaux, elle est par conséquent un *agent de démocratisation.* Les pouvoirs politiques le savent bien qui, en cas de crise ou de coup d'Etat, s'empressent, avant même d'investir les casernes, de s'emparer des stations de radio et de télévision, et de museler la presse. Dans notre société, celui qui peut communiquer *détient le pouvoir.* Et celui qui veut prendre le pouvoir doit ou bien se soumettre les moyens de communication sociale, ou négocier avec eux.

Il va de soi qu'une telle situation implique des tentations énormes. Dans le maquis des intérêts, des passions, des valeurs et des droits, des luttes économiques et politiques qui constituent la réalité concrète d'une société en recherche de liberté et de solidarité, le système de communication se dresse comme un entrelacement de *responsabilités.* Dans *«Voix multiples, un seul monde»,* célèbre rapport de la Commission internationale d'étude des problèmes de la communication présenté à l'UNESCO en 1980, Sean MacBride a souligné les distorsions du système actuel de l'information et de la communication. Il montre en particulier que la diffusion des nouvelles obéit aux critères des grandes agences internationales, qui appartiennent toutes à l'Hémisphère Nord. Le perfectionnement constant des moyens techniques est également entre les mêmes mains, à l'exception du Japon qui s'est taillé une part dominante du marché, mais non sans faire allégeance aux USA.

La propagande fabrique un monde *uniformisé,* méprisant les aspirations humaines les plus légitimes. La communication crée un monde *uni,* respectueux de la dignité des personnes. Elle agit dans la *coopération* entre les instances locales, nationales, intercontinentales. Elle provoque *l'échange et le dialogue* des cultures, elle suscite autant l'*écoute* que le *débat,* devient ainsi source de *compréhension* au lieu d'être aliment d'*exclusions.* La démocratie, dans les pays industrialisés, et un authentique développement, dans les régions aujourd'hui défavorisées, auront tout à gagner de l'*équilibre* social suscité par un tel système de communication. De la compréhension régnant entre les hommes et les peuples naît la paix, de leur incompréhension surgissent d'infinis conflits. La dimension de l'enjeu donne la mesure du rôle de la communication, et singulièrement des médias, dans la construction d'une société meilleure sinon parfaite. Comme l'air, le soleil, le bonheur et la liberté, la parole est à tous. Il faut s'y tenir. ■